

● (1730)

Nous savons que le monde lutte contre la pauvreté, en Afrique et en Asie surtout. Il cherche à venir à bout de la dégradation de l'environnement, de la progression des déserts, des pressions démographiques grandissantes, de l'urbanisation et de la misère dans certains sous-continent, comme l'Inde et certaines contrées africaines. Nous devons donc envisager la question des armements comme une terrible inaptitude de notre part à bien comprendre actuellement l'ordre véritable des priorités au sein de notre société.

Cet ordre des priorités consiste évidemment à trouver des moyens de transférer les crédits militaires à la remise en état et au développement des créées qui retiennent si peu l'attention malgré des besoins criants. Elles n'obtiennent pas toute l'attention qu'elles devraient obtenir des puissances nucléaires actuellement.

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, je tiens à exprimer toute mon appréciation au député de Beaches (M. Young), qui nous a présenté cette motion très importante. Mais je suis du même coup fort déçu de la position de la députée de Leeds-Grenville (M^{me} Cossitt), qui a prétendu que nous ne changerions pas grand-chose à la situation actuelle en déclarant le Canada zone dénucléarisée, et que nous n'avions plus maintenant d'armements nucléaires sur nos littoraux, de toute façon. Je vais illustrer par des exemples concrets les mesures à prendre pour faire du Canada une zone dénucléarisée. Elle a également rejeté l'idée d'un référendum planétaire sur le désarmement nucléaire. Elle a assuré, à juste titre, qu'il n'y avait pas de solution de remplacement facile au processus de la négociation.

Nous en sommes fort conscients et nous sommes très favorables au processus de la négociation. Nous n'envisageons pas le référendum planétaire comme un raccourci au principe de la négociation. Nous ne considérons pas une zone dénucléarisée comme un raccourci à la négociation pour le désarmement nucléaire. Nous considérons que c'est un pas important vers l'objectif final.

Il faut motiver l'opinion publique pour provoquer un mouvement de masse au Canada et dans le monde entier et inciter les gens à demander à leurs chefs et à leurs gouvernements de stabiliser davantage la situation internationale. D'après un slogan, «Lorsque le peuple ouvre la voie, le gouvernement suit», c'est le genre de résultat que l'on obtiendrait par un référendum.

Je ne suis pas d'accord avec le député de Davenport (M. Caccia), qui prétend que les essais de missiles de croisière sont la seule chose qui nous empêche d'être une zone dénucléarisée. Il y a d'autres obstacles; je parlerai plus tard de la présence de sous-marins nucléaires dans les eaux canadiennes.

Ce matin, je parlais à une jeune femme qui était venue me rendre visite chez moi. Elle a un petit bébé: Nicolita aura un an demain. Je lui ai parlé de ce débat, et elle a dit ceci: «Parlez pour Nicolita». Dans un certain sens, c'est là l'objet d'un tel débat. Nous parlons pour nos enfants et pour les générations à venir. La décision que la Chambre et que les autres Parlements du monde prendront aura une incidence sur l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants, sur d'innombrables générations en fait. C'est là l'enjeu de nos discussions sur les armes nucléaires et sur leurs conséquences sur la civilisation et sur la

Armes nucléaires

génétique à longue échéance. Nous parlons pour Nicolita et pour tous les enfants du monde.

Dans deux semaines, ce sera le Jour du souvenir. Nous nous souviendrons des sacrifices faits par des hommes et des femmes en 1914, en 1918, et de 1939 à 1945, ainsi qu'à la Guerre de Corée, pour nous donner une deuxième chance d'édifier un monde décent. Hier, le ministre des Affaires des anciens combattants (M. Hees) a dit: «A vous, jeunes désabusés, à vous de porter l'oriflamme». Nous devons reprendre le flambeau et essayer d'instaurer une paix décente dans le monde. Nous ne le pourrions pas si nous sommes constamment menacés par des armes nucléaires.

Le Canada est une région stratégique, et c'est pourquoi la motion prend tellement d'importance. Le Canada a un rôle unique à jouer dans toute la question de l'affrontement nucléaire, parce qu'il est situé entre deux superpuissances nucléaires. Nous sommes dans une situation unique: nous pouvons contribuer à la stabilisation ou à la déstabilisation de notre monde. Quand nous autorisons les essais des missiles de croisière, nous encourageons en fait l'affrontement entre les États-Unis et l'URSS, qu'ils tentent en ce moment d'atténuer.

Le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré que notre politique n'avait pas de dimension nucléaire, que le Canada n'avait pas d'armes nucléaires sur son territoire et qu'il n'en aurait pas tant que durerait le mandat de son gouvernement. Les choses ne sont pas aussi simples. Une politique, en particulier, enlève de la valeur à cette affirmation. Je fais allusion aux sous-marins nucléaires américains qui font escale dans les ports canadiens.

Puisque je suis de l'île de Vancouver, je suis particulièrement préoccupé par les escales à Nanoose, juste au nord de ma circonscription, et à Esquimalt, juste au sud, de sous-marins nucléaires, de sous-marins porteurs d'armes nucléaires. Mais ces deux autres circonscriptions sont actuellement représentées par des députés conservateurs. J'aimerais qu'ils défendent les véritables intérêts de leurs électeurs sur cette question précise.

Les États-Unis ont comme politique de ne pas confirmer ou infirmer la présence d'armes nucléaires à bord de leurs sous-marins. Plutôt que d'adopter une attitude ferme et de déclarer que nous avons comme politique de ne pas accepter la présence d'armes nucléaires sur notre sol et dans nos eaux, le gouvernement canadien se contente de se plier à la politique américaine. Il accepte que les Américains ne nous disent pas s'ils transportent des armes nucléaires dans nos eaux et dans nos ports.

La société Greenpeace va publier la semaine prochaine les résultats d'une importante étude sur l'incidence possible d'un accident qui se produirait à bord de ces navires dans Esquimalt Harbour. Qu'arriverait-il à Esquimalt Harbour et à toute la région du Grand Victoria si un accident survenait à bord de l'un de ces sous-marins de passage? L'étude que la société Greenpeace va publier la semaine prochaine expose en détail le genre de dévastation que cela entraînerait. Toutefois, aussi dévastateur que puisse être un tel accident, le plus important n'est probablement pas le risque d'un accident isolé, mais bien le fait qu'en tolérant la présence de ces sous-marins dans ses eaux, le Canada encourage une politique très dangereuse des États-Unis.